

PROJET DE LOI DE FINANCES 2015

INACCEPTABLE POLITIQUE DU PARENT PAUVRE !

FO *la force syndicale* **DGFIP**

2 octobre 2014

A lors même que la Direction Générale des Finances Publiques n'a plus rien d'autre à proposer qu'une **restriction de l'ouverture au public** afin de pallier le manque de moyen, (voir notre compte rendu du CTR du 30/09) le projet de Loi de Finances pour 2015, actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale, prévoit de **supprimer 2491 emplois** de plus dans notre ministère, dont **2000 à la seule DGFIP**.

Ce sont ainsi 32 000 emplois qui auront disparu depuis 2002 !

Alors que la situation est déjà extrêmement tendue dans le réseau, ce projet arrive dans un contexte aggravée par des **attaques répétées contre des bâtiments** de la DGFIP et les **agressions verbales et autres incivilités** dont sont victimes chaque jour les collègues.

Les postes comptables et services déjà exsangues ne supporteront pas cette **nouvelle saignée dans les effectifs**. La Direction Générale qui ne fait plus mystère de sa volonté de **fermer 850 postes en 3 ans** cherche peut-être précisément à en arriver là.

F.O.-DGFIP n'acceptera pas cette politique du Parent pauvre qui conduit au **démantèlement du réseau** au prétexte du **manque de moyens**. La recette est hélas connue mais devient de plus en plus indigeste : créer les conditions du manque d'efficacité, réduire ensuite l'offre de service puis fermer avec le consentement des **personnels** qui, **au bord de l'épuisement professionnel**, en arrivent à être demandeurs des fermetures, donc de la disparition de leur outil de travail.

F.O.-DGFIP revendique pour la DGFIP et les personnels :

- ▶ **l'arrêt des suppressions d'emplois**
- ▶ **les effectifs et les crédits de fonctionnement nécessaires au bon exercice des missions**
- ▶ **l'arrêt immédiat de la démarche stratégique**



**TROP C'EST TROP !
EXEMPLAIRES, NON-PRIORITAIRES
ÇA PEUT PLUS LE FAIRE !**